



Construire la société d'après

<https://www.haute-garonne.fr/construire-la-societe-dapres>

Du 13 mai au 14 juillet 2020

Synthèse des contributions exprimées sur la plateforme participative

**Eclectic
Experience**

Donner du sens
à la participation

L'épidémie de Covid-19 a interrogé et bousculé les modes de vie de chacun. Dès le mois de mars, le Conseil départemental de la Haute-Garonne a agi pour répondre aux urgences de la situation et, en mai, a lancé un appel aux Haut-Garonnaises et Haut-Garonnais pour « construire la société d'après ».

Ce document synthétise les propositions exprimées par des Haut-Garonnaises et Haut-Garonnais sur la plateforme numérique dédiée à cette démarche¹. Les participants ont été notamment invités à réagir aux propositions qui avaient été déjà émises lors de dialogues citoyens précédents.

Table des matières

Des participant.es rassemblé-es autour d'une vision commune : celle d'un monde plus durable, plus solidaire, alliant proximité et simplicité.....	4
Informations et chiffres clés de la participation en ligne	5
Pour une meilleure implication des citoyen-ne-s dans la vie politique et associative.....	10
Impliquer les citoyen-ne-s dans la vie politique, associative et sociale : une proposition largement soutenue.....	10
Former et informer les acteurs de la participation publique	10
Pour une définition partagée du bien commun.....	11
Des incitations concrètes à s'engager bénévolement	11
Modifier le système de vote	11
Favoriser les produits locaux, encourager une agriculture moins intensive, éviter le gaspillage	12
Produire et consommer local, soutenir l'agriculture et l'inciter à passer à un modèle raisonné : un large soutien, mais quelques nuances.....	12
La transition de l'agriculture ne va pas de soi	13
Des mesures pour encourager le « consommer local »	13
Des emballages plus écologiques.....	14
Lutter contre le gaspillage alimentaire	14
Limiter la publicité.....	14
Un monde plus durable : une priorité largement partagée	15
L'agriculture et l'alimentation, une cause environnementale.....	15
Limiter l'artificialisation des sols, végétaliser les villes, favoriser la biodiversité	16
Mieux gérer les déchets, et surtout limiter leur production.....	17
Favoriser les énergies renouvelables, limiter l'éclairage public	17
Préférer les modes doux à la voiture.....	17
Des mesures en faveur du monde animal.....	18
Des propositions diverses.....	18

¹ <https://www.haute-garonne.fr/construire-la-societe-dapres>

Un habitat sobre, inclusif et respectueux de l'environnement.....	19
Rendre l'habitat moins énergivore.....	19
Ramener la nature en ville.....	19
Pour un habitat inclusif et participatif.....	20
Le vœu d'une société plus coopérative.....	21
Une volonté partagée d'aller vers une société plus simple, riche de liens, d'échanges et de culture.....	21
Moins de place au travail et à l'économique, plus de place à l'humain.....	22
La culture au temps du covid-19.....	22
Pour un apprentissage inclusif, tout au long de la vie	23
Plus de temps libre consacré à l'éducation, encourager la coopération et l'épanouissement.....	23
Encourager l'usage des outils numériques.....	23
Une meilleure information sur les métiers dès le collège.....	24
Pour des déplacements moins nombreux et plus propres.....	25
Généraliser les mobilités douces et durables.....	25
Renforcer l'offre de transports en commun.....	26
Limiter le besoin de transport en repensant le travail et l'aménagement.....	26
Le numérique au service de la multimodalité.....	27
Moins de voitures, et des usages de l'automobile mieux maîtrisés.....	28
Moto, transports longue distance : des propositions ponctuelles.....	28
Des propositions variées pour rendre le territoire plus équilibré et agréable à vivre	29
Revitaliser les quartiers, villes et villages.....	29
Amener l'emploi et l'activité au plus près de tous les territoires.....	29
Des propositions diverses pour mieux vivre sur le territoire.....	30
Un large soutien à l'expérimentation du revenu de base, entre autres propositions	31
Des inquiétudes et des attentes à l'égard du système de santé	32
Pour un maillage du territoire par des professionnels de santé.....	32
D'autres propositions en matière de services publics.....	32

Des participant.es rassemblé.es autour d'une vision commune : celle d'un monde plus durable, plus solidaire, alliant proximité et simplicité

L'appel lancé par le Département à penser « la société d'après » a permis de recueillir près de 350 nouvelles propositions et commentaires, qui forment un ensemble ambitieux, cohérent et globalement partagé. Les participants abondent dans le sens des conclusions d'autres citoyens qui avaient déjà exprimé au Département, lors de dialogues citoyens précédents, leur volonté d'aller vers une société durable, solidaire et de proximité.

Les participant.es à cette consultation semblent ainsi partager une vision commune de l'avenir, nourrie de leurs aspirations passées, que l'expérience de la crise sanitaire vient avant tout renforcer et accentuer.

La protection de l'environnement se distingue comme étant au cœur des préoccupations. Viennent ensuite les thèmes de la consommation (principalement sous l'angle de l'alimentation), des déplacements, des temps de vie, trois sujets mis à l'épreuve du confinement.

La « société d'après » qu'esquissent les participants est marquée par 4 exigences :

- Celle d'une **société plus durable**, agissant pour un meilleur respect de l'environnement dans toutes ses dimensions (déplacements, agriculture, énergie, habitat, aménagement et urbanisme, etc.). Les appels à une alimentation locale de qualité se démarquent. Elle exige des mesures en matière d'éducation et des changements majeurs dans les modes de consommation et de production. Mieux gérer les déchets, protéger la biodiversité, végétaliser les territoires urbains, développer les modes doux... sont également des objectifs maintes fois appuyés et partagés.
- Celle d'une **société inclusive et solidaire** : l'expérience de la crise confirme le souhait exprimé par le passé d'une société où l'entraide prime, où la lutte contre l'exclusion, les préjugés et la précarité doivent être au centre de l'action publique et de l'action collective dans son ensemble. Le besoin d'un soutien aux associations est formulé. La proposition d'expérimenter le revenu de base semble convaincre plusieurs participant.es, ainsi que la nécessité d'assurer un logement décent à tous. L'épanouissement de chacun doit être un objectif, les moments et lieux de rencontre et d'échanges doivent être encouragés. Les participant.es appellent enfin au développement d'une société plus coopérative, apprenante avec une meilleure implication des citoyen.nes dans la vie politique.
- Celle d'une **société de la proximité**, dans toutes les dimensions de nos vies : le travail ne doit plus nécessiter des heures dans les transports, le recours au télétravail, quand il est possible, est jugé opportun. Les achats doivent pouvoir se faire dans le village ou le quartier, et il convient de favoriser les commerces de proximité et les producteurs locaux. Les démarches administratives et les consultations de santé doivent pouvoir se faire à quelques kilomètres du domicile, suivant un maillage fin de l'ensemble du territoire. Les propositions d'itinérance de services sont saluées, tout comme celles sur les tiers-lieux. Le recours accru au numérique en matière de santé est quant à lui discuté. De manière générale, le territoire ne doit plus être aussi concentré sur Toulouse mais plus équilibré, les activités déconcentrées.

• Celle d'une **société de la simplicité** : les participant.es expriment un besoin d'une certaine sobriété, voire d'une lenteur dans leur quotidien, avec une place centrale accordée à l'humain, par opposition à celle qui est habituellement accordée à l'économie ou à la rentabilité. L'expérience du confinement a favorisé l'expression d'attentes chez les participants telles que la volonté de moins se déplacer, de consacrer du temps à soi, d'apprendre de nouvelles choses, de partager des moments simples entre amis ou en famille ou encore de pouvoir avoir " *le loisir d'observer les étoiles la nuit*" et le " *bonheur [de] goûter à ce calme si bénéfique pour la santé*".

Informations et chiffres clés de la participation en ligne

Données du 13/05 au 14/07



1994

visiteurs du site internet



9431

soutiens



118

contributeurs
de **56** communes



95

propositions issues de
dialogues citoyens
précédents



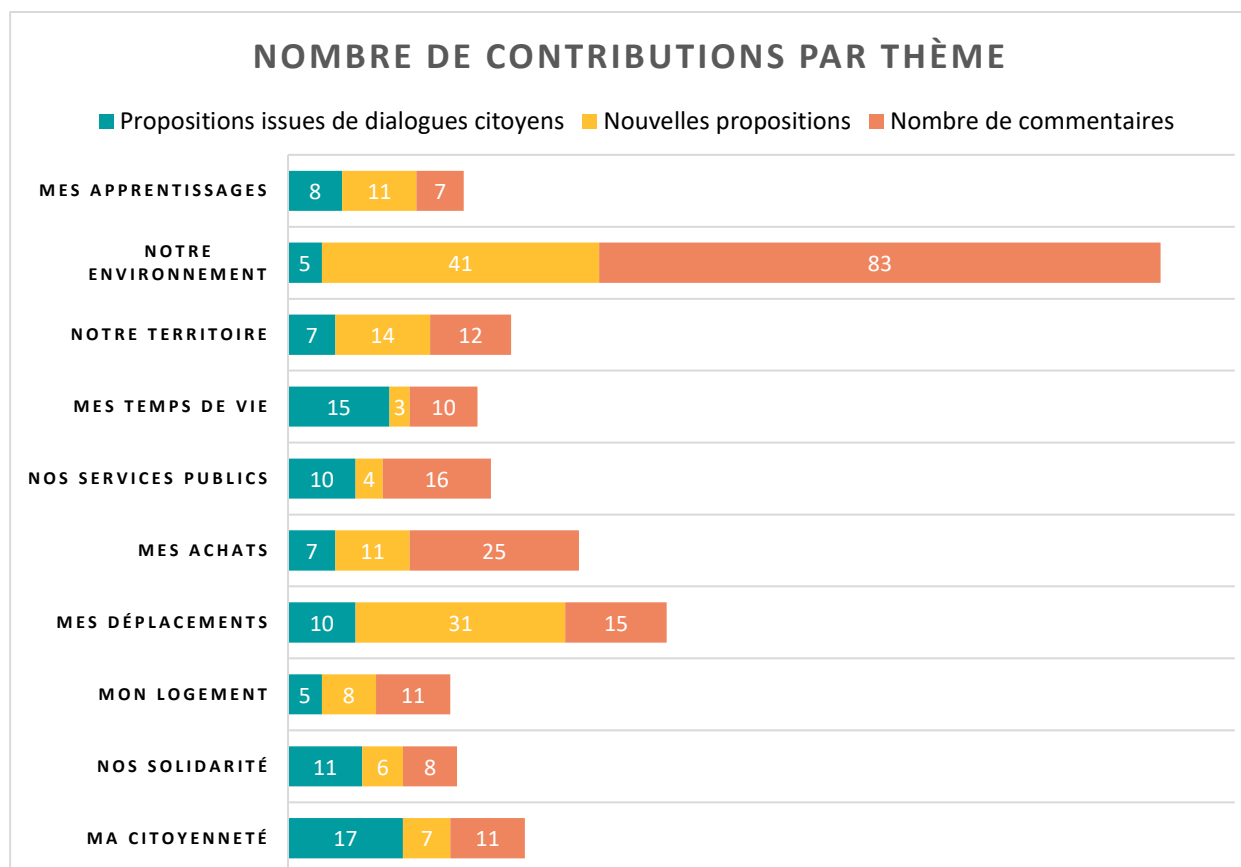
136

nouvelles propositions




198

commentaires



Top 10 des propositions les plus soutenues²

		
#1	Mettre en place des mesures pour favoriser la consommation locale et les circuits-courts	376
#2	Accompagner et soutenir les agriculteurs vers une production biologique	326
#3	Expérimenter un revenu de base ou revenu universel	333
#4	Végétaliser la ville et les espaces publics	304
#5	Développer le travail à distance, près de chez soi	281
#6	Généraliser les mobilités douces	223
#7	Diminuer et mieux gérer les déchets	220
#8	Retrouver des lieux de rencontre dans nos villages	219
#9	Pour une mobilité durable	217
#10	Sensibiliser et éduquer à l'alimentation locale et durable	205

² Les propositions portant sur des sujets similaires ont été ici agrégées.

Les propositions les plus commentées

- Soutenir les agriculteurs (10 commentaires)
- Sanctuariser les zones forestières (9 commentaires)
- Extinction des lumières de village de nuit (8 commentaires)

Que font les participants ?

Sur la plateforme, la teneur des messages est variée. Les Haut-Garonnais qui participent au Dialogue citoyen :

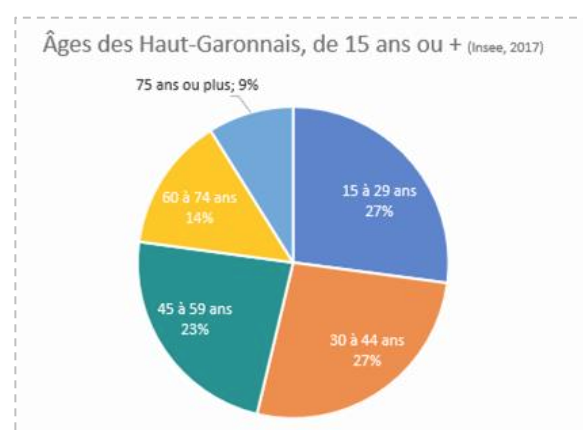
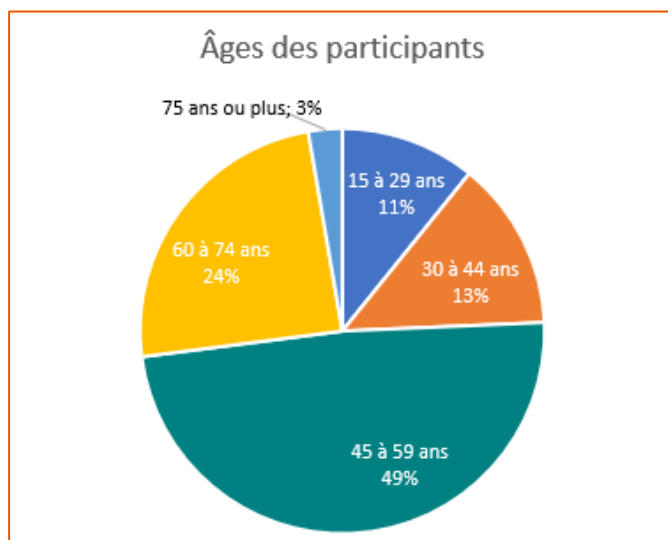
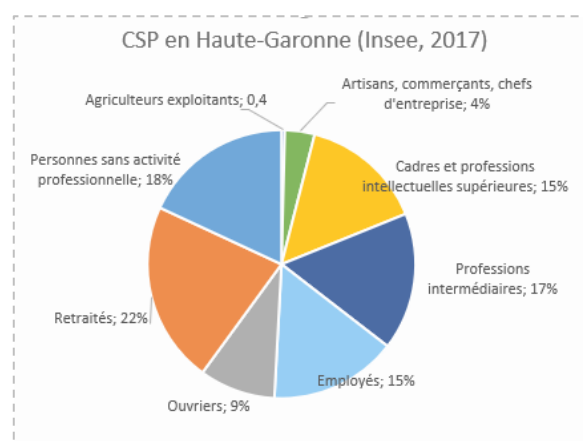
- Soutiennent des propositions déjà publiées
- Formulent de nouvelles propositions
- Complètent ou précisent des propositions (avec des points de vigilances, des acteurs à privilégier, des mesures à prendre, etc.).
- Apportent un éclairage, s'appuyant sur leur expérience personnelle et/ou professionnelle
- Sont parfois critiques sur tout ou partie de la proposition
- Donnent des exemples locaux ou internationaux de pratiques inspirantes
- Interpellent des institutions publiques (Ville de Toulouse, Département, Région, Etat)
- ...

Qui sont les participants ?

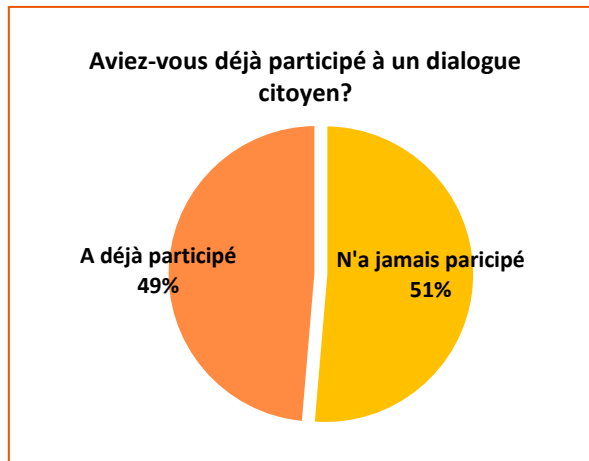
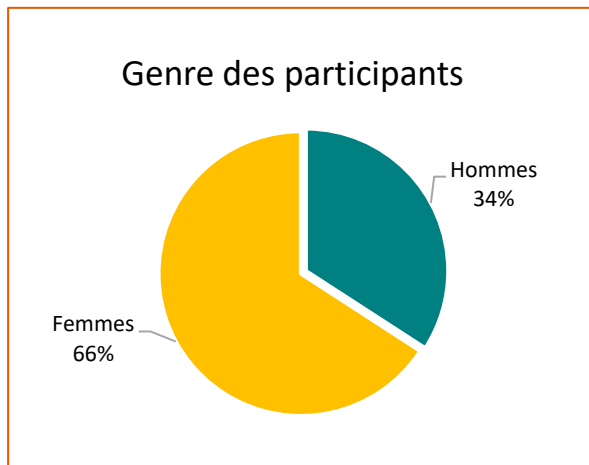
Un questionnaire a été envoyé aux personnes ayant créé un compte sur la plateforme (pour soumettre une proposition ou un commentaire). A ce jour, **41 personnes ont répondu à ce formulaire anonyme, sur les 118 utilisateurs inscrits**. C'est à partir de ces données (et de la commune de résidence renseignée par 111 utilisateurs) qu'ont été dressés les constats suivants.

Nous pouvons noter une certaine **diversité** en termes **d'âges**, de **catégories socio-professionnelles** et de **localisation géographique** des participants. Nous pouvons en revanche observer un déséquilibre entre la participation des femmes et celle des hommes, ainsi que l'absence d'ouvriers (représentant pourtant 9% de la population haut-garonnaise)³ et la sur-représentation des personnes ayant entre 45 et 59 ans.

Pour plus d'une personne sur deux, il s'agit du premier dialogue citoyen auquel elles participent, ce qui témoigne de **la capacité de cette démarche à mobiliser de nouvelles personnes**.



³ En 2017, d'après les données publiques de l'INSEE : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=DEP-31>



Répartition géographique des participants (56 communes)

Participer, s'engager

Pour une meilleure implication des citoyen-ne-s dans la vie politique et associative

Lors des dialogues citoyens précédents, les Haut-Garonnais ont exprimé leur volonté de faciliter l'implication des citoyens dans l'action publique, à la fois par la participation à l'élaboration des politiques publiques mais aussi par l'engagement bénévole et associatif. L'implication des jeunes était soulignée.

Ces propositions sont soutenues. Les participants en soulignent l'urgence et l'intérêt renouvelés par la crise sanitaire. Les internautes prolongent d'ailleurs ces réflexions par certaines propositions spécifiques. Certain.es participant.es insistent ainsi sur le besoin d'information et de formation des acteurs de la participation (élus et citoyens). D'autres envisagent des mesures destinées à favoriser l'engagement bénévole.

Impliquer les citoyen-ne-s dans la vie politique, associative et sociale : une proposition largement soutenue

En matière de citoyenneté, les participants demandent d'une part une participation facilitée et plus forte des citoyen.nes à la vie publique, et d'autre part des mesures pour inciter à l'entraide, au bénévolat et l'action associative.

Dans les deux cas, de nombreuses propositions mettent l'accent sur le dialogue et la circulation de l'information. Le besoin d'accompagnement et de formation de l'ensemble des acteurs sont également soulignés. En matière associative, diverses mesures concrètes sont réclamées pour faciliter la vie des associations dans ses divers aspects (financier, administratif, matériel, etc.). À ce propos, un participant demande des dispositifs permettant d'évaluer l'apport réel d'une association au bien commun.

Au travers de ces différentes propositions, un enjeu transversal est très souvent rappelé : la jeunesse. Écouter les jeunes, les inciter à participer à la vie publique, les encourager à s'engager dans une activité bénévole, est une nécessité exprimée par plusieurs participants.

Ces propositions sont largement soutenues.

Former et informer les acteurs de la participation publique

Des propositions mettent l'accent sur le besoin de former, de sensibiliser et d'informer sur les méthodes et les dispositifs de participation. Selon ces participants, il faut d'une part former les élus à ce nouveau mode de gouvernance, et d'autre part mener un travail d'information et de sensibilisation des citoyens, afin que ceux-ci soient pleinement éclairés sur les tenants et aboutissants de leur participation.

Certain.es attirent également l'attention sur la nécessité que les salarié-es notamment puissent se voir libérer du temps pour participer à la vie publique ou aux activités bénévoles de leur collectivité.



« Informer, expliquer les tenants et les aboutissants, dialoguer, développer l'art du compromis et revaloriser le sens du bien commun par rapport à l'individualisme. Expliquer, démontrer que le bien-être des plus défavorisés favorise la paix sociale ainsi donc la prospérité et la tranquillité des mieux lotis »

Par Fbernard - Le 29/05/2020

Pour une définition partagée du bien commun

Pour un-e participant-e, il est nécessaire que la notion de bien commun soit précisée au moyen de critères qu'il faut énumérer et hiérarchiser. L'enjeu est de freiner ainsi leur marchandisation (concernant l'eau, notamment).

Des incitations concrètes à s'engager bénévolement

Appuyant la volonté largement partagée de voir les habitant-es, et notamment les jeunes, s'impliquer dans la vie publique, des mesures incitatives sont proposées :

- encourager les étudiant-es à s'impliquer dans des activités bénévoles, y compris en attribuant des points de bonus (malgré des réserves portant sur le fait que de nombreux étudiants aient besoin d'un travail rémunéré davantage que de bénévolat) ;
- inciter les personnes privées d'emploi à exercer des tâches bénévoles ; ceci permettrait de rompre leur isolement social, notamment en cette période, et de leur faire gagner des compétences valorisables sur le marché du travail ;
- créer des plates-formes faisant correspondre les besoins des associations et les souhaits d'engagement des citoyens.

Un participant propose également un site qui permettrait de recenser toutes les initiatives culturelles ou festives dans un rayon donné.

Modifier le système de vote

Un participant propose l'adoption de diverses mesures corrigeant les défauts actuels (scrutin majoritaire, reconnaissance du vote blanc, quorum, etc.). Il est approuvé dans un commentaire rappelant l'état de défiance généralisé des citoyens envers le politique. Cette proposition fait également écho à plusieurs messages appelant à une régularité ou permanence de la démocratie, plutôt qu'une démocratie qui se manifeste tous les 6 ans. Un autre participant appelle quant à lui à la généralisation du vote électronique, dans un souci d'économie d'énergie et de préservation de l'environnement.



« Il est important que les élus, après leur élection (et sans attendre les prochaines) reviennent devant ses électeurs.trices tout le long de son mandat pour rendre compte régulièrement de son action sur le territoire. »

Par JACK10 - Le 30/05/2020

Consommer et produire local

Favoriser les produits locaux, encourager une agriculture moins intensive, éviter le gaspillage

Le thème de la consommation est le deuxième thème le plus investi par les internautes sur la plateforme. C'est particulièrement autour de l'alimentation que les contributions affluent. Les participants semblent développer une vision commune, puisque des nuances sont soulevées mais aucun désaccord.

Ainsi les propositions issues de Haute-Garonne Demain, demandant le développement des circuits-courts et le soutien aux agriculteurs locaux, sont très largement soutenues. Les internautes complètent en soulignant le besoin qu'il y a d'aider les agriculteurs à sortir du modèle intensif : un processus qui ne va pas sans difficultés, soulignent des participant-es.

Enfin, la prévention et gestion des déchets sont plusieurs fois soulignées comme étant déterminantes pour construire la société d'après. À ce titre, la lutte contre gaspillage alimentaire est également soulignée.

Produire et consommer local, soutenir l'agriculture et l'inciter à passer à un modèle raisonné : un large soutien, mais quelques nuances.

Les discussions et propositions émises sur le thème de la consommation se sont surtout concentrées sur les biens alimentaires, n'abordant qu'à la marge la question des autres biens de consommation.

Pour construire la société d'après, les participants mettent l'accent sur la production locale et les circuits courts. La proposition de favoriser les « circuits-courts et produits locaux » est ainsi la plus soutenue, tous thèmes confondus (102 soutiens). Il s'agirait de favoriser l'emploi des outils numériques, la cartographie des producteurs locaux, l'établissement de projets alimentaires durables et de contrats de territoires passés avec les paysans, la relocalisation de certaines productions ainsi que la recherche et l'expérimentation.

L'autre principale préoccupation concerne le soutien à l'agriculture. Ce soutien doit être l'occasion d'encourager sa transition d'un modèle intensif à un modèle raisonné. Par ailleurs, l'établissement de rencontres entre agriculteurs et consommateurs est encouragé, de même que la lutte contre le gaspillage.

Par ailleurs, un message revient sur les déplacements nécessaires pour faire ses achats : des tournées de producteurs, éventuellement organisées via internet, permettraient à la fois de limiter les déplacements des habitants et d'encourager la consommation locale.

Dans leur globalité, les participants s'accordent sur la nécessité de ces propositions, ces dernières étant celles qui recueillent le plus de soutiens. Néanmoins, la notion « d'agriculture raisonnée » fait l'objet de discussions : certains la trouvant trop peu ambitieuse, d'autres soulignant la difficulté de changer de modèle.

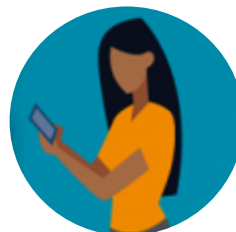


« Je pense qu'il est important de soutenir les agriculteurs souhaitant abandonner l'agriculture intensive. Aider en priorité ceux qui font une agriculture bio respectueuse de l'environnement, de notre santé et du bien-être animal. »

Par Fchristiane - Le 16/05/2020

« Cette crise inédite a eu pour avantage de mettre en avant tout l'intérêt des circuits courts !! La protection des terres agricoles et leur valorisation ne peut plus attendre »

MarieV -Le 30/05/2020



La transition de l'agriculture ne va pas de soi

Si les participants s'accordent sur la nécessité de mettre fin au modèle intensif, ce sujet a néanmoins fait l'objet de nuances. Pour certain-es, « agriculture raisonnée » est un terme trop timide (d'autant qu'il ne correspond à aucune certification officielle) : il ne faut pas craindre d'exiger une transition vers l'agriculture bio.

D'autres promeuvent le statut de société coopérative d'intérêt collectif, même si des exploitants témoignent de sa difficulté de mise en œuvre. Plusieurs participant-es s'accordent en tout cas sur la difficulté de sortir du modèle productiviste, soit par isolement des agriculteurs soit au contraire par leur inclusion dans un système fait de pressions multiples (banques, syndicats, etc.). Un participant, dans un commentaire détaillé, imagine une union des agriculteurs autour de groupes locaux favorisant l'innovation dans les pratiques.

De manière plus technique, la diversification et le recours à la permaculture sont également proposés.

Un participant revient sur la difficulté pour les agriculteurs, dont la charge de travail est déjà très lourde, de satisfaire à l'exigence de transparence des consommateurs quant à leurs modes de production, à la nature des produits utilisés, etc. Il propose que le Département se dote d'un service public d'accompagnement, qui permettrait aux petits producteurs de s'inscrire également dans de tels outils d'information.

Des mesures pour encourager le « consommer local »

Sur le sujet des circuits courts, un participant estime que ceux-ci ne sont viables que si les attentes des consommateurs correspondent aux capacités agronomiques du territoire. Il en déduit qu'une éducation alimentaire du consommateur est nécessaire pour une alimentation respectueuse à la fois de la santé et de l'environnement.

D'autres participant-es encouragent le développement d'épiceries locales, par divers moyens :

- mise en réseau avec les producteurs locaux ;
- subventions à la création ;
- publicité, label de qualité ;
- installation à proximité des centres, pour pouvoir les fréquenter à pied.

Une autre suggère que les grandes enseignes se voient imposer de conclure des accords avec les entreprises du territoire, afin de favoriser l'autonomie locale sur le plus grand nombre de produits possible. Toujours en matière de consommation locale autant que d'éducation au « bien-manger », une participante suggère d'imposer aux écoles et collèges de s'approvisionner en produits bio et locaux, et de confectionner leurs repas sur place.

Enfin, la création de monnaies locales, sous le contrôle des collectivités publiques et rassemblant de nombreux fournisseurs de biens et services, est encouragée par un participant.



« Les exploitants agricoles travaillent toujours plus de terre pour arriver à s'en sortir, avec des soucis de rendement. Pourquoi ne pas leur donner la possibilité de louer [...] des espaces déjà agricoles pour implanter des familles qui s'engageraient à produire local et bio à terme. Des aides pourraient être envisagées [...] sous condition de produire une "agriculture raisonnée" en attendant de produire bio, avec des débouchés pour les cantines scolaires, repas à domicile, marchés dédiés... »

Par Bjean-paul - Le 25/05/2020

Des emballages plus écologiques

« Il faut bannir les emballages plastiques au profit de contenants plus écologiques, si possible produits localement » : cette proposition recueille à elle seule 50 soutiens.

Dans le même esprit, un.e internaute demande la conception d'emballages standardisés pour tous les produits d'une même catégorie. Le « packaging » cesserait d'être un élément discriminant pour le consommateur, la consommation de matières premières destinées à l'emballage serait réduite et le recyclage favorisé. La vente en vrac, le « drive », les consignes inversées sont également présentées comme des pratiques à encourager.

Lutter contre le gaspillage alimentaire

Des participant-es proposent des moyens de lutte contre le gaspillage alimentaire : d'une part, la vente à prix coûtant des produits proches de la péremption, d'autre part le développement d'applications par lesquelles les professionnels et les particuliers peuvent signaler leurs denrées à partager ou à vendre à prix réduit. Les entreprises pourraient également proposer des paniers-repas constitués de leurs invendus.

Limiter la publicité

Parce qu'elle encourage la surconsommation ou favorise une alimentation nocive pour la santé, la publicité est présentée par certain-es comme une nuisance. Un participant propose donc de la limiter drastiquement, en lui rendant son sens premier : offrir au consommateur l'information sur les moyens de trouver, à proximité de chez lui, les commerces et services répondant à ses besoins. L'affichage serait réduit, la publicité imprimée supprimée. L'auteur du message souligne le besoin d'accompagnement des acteurs touchés par ces mesures. Un participant lui oppose la complexité de mise en œuvre de cette proposition.

Protéger notre environnement

Un monde plus durable : une priorité largement partagée

Le thème de l'environnement est de loin celui qui recueille le plus de messages (près de 120 propositions et commentaires) et dont les propositions sont les plus soutenues - sans compter les propositions sur les autres thèmes (déplacements, territoire, consommation...) qui sont aussi des demandes liées à la préservation de l'environnement.

Cette préoccupation largement partagée suscite des positions portant sur une diversité de sujets : agriculture et alimentation, aménagement du territoire, biodiversité, transports et déchets, énergie, bien-être animal, eau... La constante est que toutes ces propositions vont dans le sens de ce que l'on peut nommer « l'écologie » (limitation des consommations énergétiques, de la production de déchets, de l'artificialisation des sols, etc.). Elles font consensus chez les participants et sont fortement soutenues. À une exception près, les quelques désaccords exprimés portent davantage sur des nuances ou des détails de mise en œuvre.

Les propositions d'autres Haut-Garonnais dans des démarches précédentes sont soit largement approuvées. Elles se complètent de plusieurs messages nouveaux approfondissant les thèmes déjà évoqués ou développant de nouveaux axes de réflexion tels que le bien-être animal, limiter l'éclairage public, etc.

L'agriculture et l'alimentation, une cause environnementale

Comme énoncés plus haut, les participants soulignent le besoin de soutenir une agriculture qui respecte la santé et l'environnement.

Les attentes des participants en matière d'éducation à l'alimentation, déjà exprimées des Haut-garonnais en 2019, se trouvent ici renforcées. Un débat est d'ailleurs ouvert sur l'idée d'avoir des menus « végétariens » dans les cantines scolaires. Si sa pertinence n'est pas contestée par les internautes (un participant soulignant au passage la faible qualité des produits carnés dans les cantines), une discussion est néanmoins ouverte sur la manière de l'instaurer : certains participants proposent de l'imposer quand d'autres sont plutôt partisans d'une sensibilisation accrue.

Ces propositions sont complétées par différents messages, appelant notamment à la transition vers une agriculture bio et durable. Un participant, soutenu dans les commentaires, souhaite que les villes voisines de Toulouse utilisent leur foncier disponible pour accueillir des agriculteurs bio. D'autres imaginent les aides qui pourraient accompagner les agriculteurs dans leur transition (création de micro-fermes, débouchés dans les cantines et marchés dédiés, aides financières).

Certains messages portent sur la réduction des pesticides, notamment à 150 mètres des habitations. Certains réclament même le bannissement des cultures les plus consommatrices en eau et produits phytosanitaires, surtout si elles ne sont pas destinées à la consommation locale.

Ainsi, sur ce dernier point, un participant revient sur le besoin de formation et d'accompagnement des agriculteurs dans leur transition.

Si les positions exprimées sont plutôt consensuelles, un participant a, en fin de concertation, apporté une virulente contradiction, dans deux commentaires dénonçant l'agriculture bio. Selon lui, il est faux de considérer d'une part que ce mode de production est moins nocif pour l'environnement, et d'autre part qu'il suffirait à couvrir nos besoins alimentaires. Pour lui, son succès auprès des citoyens vient d'une mauvaise information et d'un lobbying des partisans du bio. Dans un autre message, ce participant estime plutôt que le souci de l'environnement exige d'abolir l'interdiction des OGM, qui selon lui nécessitent moins d'eau et de pesticides.



« L'urbanisation est un vrai problème et malheureusement, il est beaucoup plus rentable pour les propriétaires fonciers de vendre aux promoteurs qu'à des agriculteurs Bio... Et pourtant, plus que jamais, il faudrait privilégier ces terres pour développer la résilience alimentaire en aidant à l'installation d'agriculteurs bio. »

Par Denis - Le 08/06/2020

limiter l'artificialisation des sols, végétaliser les villes, favoriser la biodiversité

Les participant-es de la plateforme vont au-delà des idées déjà proposées lors des dialogues précédents pour appeler à la fin de l'étalement urbain et de l'artificialisation des sols. Une participante appelle à « végétaliser les villes », insistant sur l'implantation de potagers et leur bienfait sur l'autosuffisance alimentaire.

D'autres demandent des règles d'urbanisme plus contraignantes : coefficients d'infiltration et de biotope relevés, limitation des phénomènes d'îlots urbains, fin de la densification urbaine sans création d'espaces verts, fin des créations de zones commerciales avec priorité à la réutilisation de l'existant.

Pour certains, l'abattage des arbres doit également cesser : il est au contraire nécessaire d'en planter, afin de protéger les villes des effets du changement climatique mais aussi de favoriser la biodiversité. Un participant insiste à ce propos sur la diversité des essences à planter, un autre sur la priorité à accorder aux essences locales. La préservation de prairies urbaines non fauchées est aussi réclamée. Une participante estime quant à elle que la plantation d'arbres en pleine terre et l'installation de jardins représentent la seule végétalisation qui vaille réellement, les murs et toits végétalisés étant qualifiés de « greenwashing » (cependant, pour un participant, l'implantation de potagers sur les toits reste souhaitable). Dans le même esprit, un participant soutient le concept de forêt-jardin et une participante demande que les arbres ayant poussé naturellement sur le bord des routes soient préservés.

En matière de biodiversité, un participant évoque diverses mesures, en remplacement notamment de la lutte chimique contre les moustiques : réintroduction de grenouilles et de libellules, hôtels à insectes, nichoirs à oiseaux et à chauve-souris (également victime de pollution lumineuse). Faut-il réellement accueillir cet animal porteur de virus, s'inquiète un participant ? Cette réaction, tout comme une proposition d'éradication des moustiques-tigres, appelle quelques débats sur la relation que doit entretenir l'Homme avec son environnement. Une participante juge nécessaire de supprimer les bassins à eaux stagnantes, où ces insectes prolifèrent.

Si les zones urbaines font l'objet des principales préoccupations exprimées, un participant demande aussi la préservation des zones forestières voire leur extension. La diversité des espèces (à rebours des plantations

uniques en sylviculture), et la sanctuarisation d'espaces sans activité humaine sont également réclamées. Par ailleurs, un participant insiste sur la protection des espaces agricoles et naturels périurbains (PAEN). Plus spécifiquement, un participant appelle à un fauchage raisonné et à l'abandon de l'épaveuse contre les arbres.

Mieux gérer les déchets, et surtout limiter leur production

Les participants ne s'intéressent pas tant au devenir des déchets qu'à leur limitation. C'est ainsi que l'abandon du plastique à usage unique est réclamé, au profit des bocaux en verre et autres emballages consignés. Il est aussi nécessaire que les consommateurs connaissent la composition exacte des produits qu'ils achètent, ajoute un participant. Les entreprises pourraient quant à elles être sensibilisées au thème des déchets. Un autre s'indigne contre les décharges sauvages, appelant à des sanctions exemplaires mais aussi à des actions d'éducation. Des opérations de ramassage des déchets pourraient aussi se généraliser, impliquant entre autres les associations sportives. Une participante rappelle que la manière de gérer les déchets diffère grandement en fonction de la taille de la collectivité. Un autre appelle enfin à des mesures plus fortes, à la fois en termes de sanction mais aussi de taxation : lorsque le coût d'enlèvement et de traitement des ordures est élevé pour le consommateur, celui-ci est plus sensible à ses achats, argumente-t-il.

De même que dans la rubrique « mes achats », la question des emballages mobilise les participants. Si certains réclament le bannissement du plastique, une participante estime que cette position est à nuancer compte tenu de l'empreinte carbone de la fabrication du verre. Le retour de la consigne est réclamé, tandis qu'un participant demande un appel aux ingénieurs et chercheurs de Haute-Garonne afin de concevoir des emballages biodégradables.

Certains messages portent néanmoins sur le traitement des déchets. C'est ainsi qu'un participant propose l'installation systématique d'unités de méthanisation dans chaque intercommunalité.

Favoriser les énergies renouvelables, limiter l'éclairage public

Le développement des énergies renouvelables, est soutenu par les internautes, et fait l'objet de quelques commentaires. Le développement de l'énergie solaire est contesté par un participant estimant que les équipements photovoltaïques s'avèrent polluants. Par ailleurs, d'autres sources d'énergie sont suggérées (biogaz, géothermie), et le recours à des entreprises locales est encouragé.

On peut aussi noter, sur le sujet de l'énergie, deux messages appelant à limiter l'éclairage nocturne : l'un porte sur les centres des villes et villages, l'autre sur les commerces. Tous deux dénoncent la pollution lumineuse et la consommation énergétique inutile de l'éclairage nocturne, et sont soutenus par d'autres internautes.

Préférer les modes doux à la voiture

Quelques propositions citoyennes émises sous ce thème rejoignent les préoccupations exprimées à la rubrique « mes déplacements ». Elles invitent ainsi à encourager les mobilités peu émettrices de carbone (modes doux et transports en commun). Le développement de « vraies » pistes cyclables est réclamé (au-delà des seules bandes tracées sur la chaussée). Un participant suggère également de généraliser le télétravail en période de pic de pollution. De l'avis général, les villes doivent faire moins de place à la voiture et davantage aux piétons et aux cyclistes.

Plusieurs participants soulignent que ces changements doivent s'accompagner d'un effort de sensibilisation.

Des mesures en faveur du monde animal

Une participante publie plusieurs messages ayant en commun le respect du monde animal :

- interdiction des spectacles d'animaux sauvages ;
- stérilisation des chats errants ;
- réforme de la chasse et interdiction des enclos de chasse.

Si ces deux premières propositions sont peu commentées, celle relative à la chasse reçoit plusieurs soutiens et compléments par d'autres participants. Une Haut-Garonnaise s'insurge ainsi contre le qualificatif de « nuisible » attribué à certaines espèces, et contre certaines pratiques de chasse. Une autre, partageant l'indignation contre les enclos de chasse, suggère que des safaris-photos pourraient représenter une manière alternative de s'intéresser à la faune sans la tuer. Deux participant-es rappellent le rôle des associations dans la lutte contre certaines pratiques cynégétiques.

Une participante demande l'abolition des feux d'artifices, jugés trop nocifs pour la faune locale et notamment les oiseaux.

Des propositions diverses

Plusieurs messages individuels sont postés sur des thèmes particuliers. Parmi eux, la généralisation des récupérateurs d'eau de pluie s'avère très soutenue.

Une participante appelle à un changement de modèle économique où les ménages seraient dotés d'un budget-carbone. Le consommateur serait informé à la fois du coût monétaire et du coût-carbone de ce qu'il achète. Certains appellent à des taxes en cas de surconsommation, d'autres privilégiant l'éducation.

Enfin, des participants proposent des actions de sensibilisation à la biodiversité et à la lutte contre le changement climatique.



« Il faut privilégier les espaces "verts", particulièrement en ville, de manière à soutenir la biodiversité et à préserver l'environnement contre les phénomènes climatiques (sécheresse, élévation de température, vents violents, pollution...) autant qu'on peut. Veiller à la conservation des arbres (surtout s'ils sont sains) et à la multiplication de leur plantation (pour offrir à la nature non seulement un apport quantitatif non-négligeable, mais également une diversité d'essences qui, elle-même, engendrera une diversité d'habitat aux espèces locales). »

Par Tjean - Le 09/06/2020

Habiter, se loger

Un habitat sobre, inclusif et respectueux de l'environnement

Les attentes des Haut-Garonnais en matière de logement avaient déjà pu s'exprimer lors des dialogues citoyens précédents. Les internautes confirment la volonté d'aller vers des habitats plus collectifs, plus écologiques et plus inclusifs. Certains manifestent une ambition encore plus marquée en défendant l'accès pour tous à un logement décent (avec un plafonnement des loyers, une réquisition des logements vides, etc.).

Rendre l'habitat moins énergivore

Les participants appellent à rendre l'habitat moins énergivore, de plusieurs manières : en soutenant des propositions passées proposant de repenser les matériaux de construction, limiter l'usage de granulats, étudier une meilleure intégration des habitations dans leur environnement

Il faudrait mettre en place des aides à l'isolation et à la rénovation des bâtiments, à la fois en termes financiers mais aussi de simplification des démarches administratives.

De manière globale, un-e participant-e fait dans son message la promotion du « Shift Project », qui inclut divers axes d'action :

- sobriété dans les constructions nouvelles (ce qui peut se lier aux appels à limiter l'artificialisation des sols, vus à la rubrique « environnement ») ;
- massifier la rénovation globale, en lien avec la stratégie bas carbone ;
- décarboner la chaleur ;
- mobiliser le bâtiment comme puits de chaleur.

Ramener la nature en ville

Les internautes soutiennent massivement la proposition de « ramener la nature en ville », en développant des plans d'actions destinés à préserver l'environnement (circuits courts, potagers, compostage collectif, etc.). La création de jardins partagés est notamment soutenue.

L'idée des jardins partagés est appuyée par un-e participant-e, préférant ces aménagements à des jardins publics nécessitant plus d'entretien pour un bénéfice collectif moindre. Des internautes soutiennent également vivement le développement du compostage, une participante témoignant par exemple des pratiques qu'elle a elle-même adoptées dans son appartement.



« Là je suis à la campagne et je vois chaque jour les bienfaits du compostage. Habiter en ville me tenterait bien mais je vais être drôlement malheureuse de devoir jeter à la poubelle mes déchets organiques. Pour qu'ils soient brûlés en plus. Pour qu'ils polluent (dioxine en masse) et ne servent plus à rien. Cessons de brûler s'il vous plaît. Tous les déchets verts sont des mines d'or pour la vie et la biodiversité. »

Par Lolotte - Le 08/06/2020

Pour un habitat inclusif et participatif

Les propositions issues du dialogue citoyen insistent sur le logement comme vecteur du lien social. L'habitat doit donc être inclusif, assurant l'accessibilité et la mixité générationnelle (un aspect plusieurs fois rappelé). Une participante demande également que les habitats collectifs se dotent de règles de vie basées sur l'écologie (compostage, covoiturage, produits d'entretien durables...). Les espaces collectifs font partie intégrante de la réflexion, de même que l'espace urbain doit être pensé comme espace de rencontres sociales et culturelles.

Chez les autres participant-es, ce thème s'exprime principalement au travers de l'accès au logement des plus précaires. Des participants jugent primordial de bloquer ou limiter la hausse des loyers en ville. Un autre appelle à un développement équilibré du logement social y compris dans les petites communes. L'un des objectifs en serait le rapprochement des habitant-es de leur lieu de travail. Une meilleure prise en compte des personnes handicapées est également souhaitée, dans les centres urbains mais aussi à la campagne.

Enfin, un participant regrette l'ampleur des logements vides dans le Commingeois et propose des mesures pour y remédier :

- incitations à louer ces logements (avec des garanties sur les dégâts et les loyers impayés par exemple) ;
- faciliter l'octroi de prêts pour des projets de rénovation de bâtiments en ruine.



« Créer un nouveau critère d'attribution [des logements sociaux]: celui de la proximité géographique du lieu de travail afin de réduire les déplacements. »

Par Cathy - Le 29/05/2020

Articuler les temps de vie

Le vœu d'une société plus coopérative

Pour construire la société d'après, l'idée de retrouver des temps de vie laissant davantage de place à l'humain est partagée. De ces expressions émerge le vœu d'une société plus coopérative, où la valeur de l'individu ne serait plus définie par son seul travail. Diverses mesures, liées notamment au travail, au revenu universel, à la culture ou encore à l'égalité des genres sont proposées en ce sens.

Une volonté partagée d'aller vers une société plus simple, riche de liens, d'échanges et de culture

L'idée de développer le télétravail est particulièrement partagée. Une participante offre un éclairage sur le sujet en comparant avec les modes de faire en Corée du Sud, où le télétravail est plus démocratisé. Une participante précise que le recours au télétravail pourrait aussi permettre de réduire à 4 jours l'école des enfants, et être plus en cohérence avec leur rythme naturel.



« Le rythme actuel de la semaine de 5 jours à l'école est pratique pour les parents actifs, mais n'est pas adapté au rythme de l'enfant. La mise en place de nouveau mode de travail (télétravail réduction du temps de travail) [...] permettrait de revenir à une semaine de travail à l'école plus adapté au rythme de l'enfant sans impacter l'organisation des parents. »

Par Gpierre - le 04/07/2020

Pour retrouver une vie simple et faites d'échanges, le retour des cafés dans les petites communes est une demande qui revient dans plusieurs messages. Les participants soulignent qu'ils pourraient tourner avec des bénévoles. Une participante insiste sur le fait de ne pas accorder le débit de boisson pour « *pouvoir passer un moment [...] et réussir à créer des liens sans l'aide de cette drogue* ». Plus globalement, c'est l'accès à des lieux d'échanges et de culture qui est souhaité : tiers lieux, cafés, maisons artistiques etc. Une participante demande également la mise en place d'actions visant à revaloriser la langue et la culture occitanes.

Les participants échangent également sur la valeur du travail, le temps qu'on lui accorde et l'approche qu'on a de cette activité : pour eux et elles, il faudrait pouvoir travailler moins, que notre revenu de dépendent pas de ce travail, que les tâches les plus essentielles soient davantage valorisée et qu'on puisse apprendre et changer de métier plus facilement.

À noter que la notion de « territoire zéro chômeur » est appuyée par un-e participant-e qui suggère non seulement une meilleure répartition du travail, mais aussi l'affectation de personnes détenues ou sans emploi à des travaux d'intérêt général. Cette dernière proposition est accueillie avec hostilité par une internaute, qui estime que ces travaux peu épanouissants n'aident pas ces personnes à se reconstruire.

Moins de place au travail et à l'économique, plus de place à l'humain

Quelques messages vont dans le sens des propositions précédentes en proposant des mesures destinées à favoriser une société davantage basée sur la coopération que sur la concurrence, et reconnaissant à chaque individu une valeur humaine inaliénable. Un internaute, soutenu par 50 autres, présente ainsi ses souhaits qui portent sur divers aspects de la vie (fin de la rémunération au mérite, fin de la propriété intellectuelle et standards techniques ouverts, éducation basée sur la coopération, projets collectifs, interdiction des semences ne pouvant être auto-reproduites, interdiction des technologies nocives, fin de la concentration urbaine, baux collectifs et monopoles collectifs territoriaux en lieu et place de la propriété foncière et des entreprises...)

En termes de mesure spécifique à mettre en place pour une société plus simple et plus coopérative, la proposition du revenu de base, ou revenu universel, est reprise dans plusieurs messages. Un des participants en souligne l'intérêt puisqu'il permet de « *sortir de la société du travail* ».



« Le revenu universel pourrait donner la possibilité à tous ceux qui ne sont pas dans la course à la consommation, de vivre dignement en développant la solidarité voire même le bénévolat ou encore l'acceptation de contrats précaires (peu d'heures par semaine, durée déterminée) et surtout, par-dessus tout, redonner l'espoir à nos jeunes qui ne sont pas tous tournés vers les métiers du marketing et du numérique... »

Par Julina - Le 30/05/2020

La culture au temps du covid-19

Dans l'un des rares messages faisant directement référence aux implications de l'épidémie, un internaute propose que les festivals culturels puissent être reprogrammés, puisque les autres activités humaines ont pu reprendre moyennant le respect des consignes sanitaires.

Apprendre, se former

Pour un apprentissage inclusif, tout au long de la vie

Conformément aux tendances déjà constatées sur les autres thèmes, l'inclusion, la coopération, la sensibilisation à l'environnement et à la citoyenneté tiennent une place importante. L'usage des outils numériques est également encouragé. Un effort est également réclamé en matière de sensibilisation des collégiens aux différents métiers, y compris ceux en lien avec le domaine écologique. Au-delà des apprentissages des enfants, les adultes devraient pouvoir mieux bénéficier de formation et d'apprentissages tout au long de leurs vies.

Plus de temps libre consacré à l'éducation, encourager la coopération et l'épanouissement

Une participante, se basant sur la période du confinement, souligne l'importance des parents dans l'apprentissage de certains savoirs : ils mériteraient pour cela de disposer de plus de temps libre.

La méthode Montessori rappelée dans un autre message. Celui-ci porte plus généralement sur l'épanouissement des enfants, le respect de ses temps de vie, l'encouragement à la coopération plutôt qu'à la compétition et la communication non violente : ces objectifs justifient selon l'auteur de respecter les choix éducatifs alternatifs.

Trois autres propositions sont enfin soumises : le développement de la méditation à l'école et un outil nommé « fresques du climat » et le retour à la semaine de quatre jours.



« La vie est courte, laissons les enfants être heureux et avoir une chance de s'épanouir dans la liberté. »

Par Balexandre - Le 22/05/2020

Encourager l'usage des outils numériques

Les outils numériques sont évoqués dans deux autres messages, l'un réclamant le développement de formations à distance, l'autre l'équipement de tous les collégiens en ordinateurs portables comme cela se pratique dans d'autres départements (à condition de bloquer l'installation de jeux, avertit un commentateur). Sur ce dernier point, plutôt qu'une distribution générale d'ordinateurs, un participant appelle à recentrer la priorité sur la réduction de la fracture numérique, en équipant et formant les enfants dépourvus d'accès à l'informatique.

Une meilleure information sur les métiers dès le collège

Un participant réclame la mise en place d'actions de sensibilisation aux différents métiers dès la 6e. En réponse à cette proposition, une participante juge la 6e trop précoce, mais demande un effort du corps enseignant pour mieux faire connaître les métiers et notamment ceux du territoire (fiches-métiers, temps d'information par le professeur principal...).

Un participant ajoute quant à lui une dimension écologique à cette question des métiers. Il s'agirait selon lui de généraliser les stages portant sur des bonnes pratiques écologiques, qui offriraient par la suite des perspectives d'emploi.



« Proposer des stages considérés d'utilité publique [...] pour commencer à promouvoir des comportements écologiques. Depuis le nettoyage des cours d'eau, des plans d'eau ou des nettoyages de milieux naturels et aide à des personnes isolées etc... Ces stages devraient offrir des valorisations régionales ouvrant des possibilités d'emplois au moins partiels. »

Par franckfss- Le 18/06/2020

Bouger, se déplacer

Pour des déplacements moins nombreux et plus propres

Une attente forte est exprimée en matière de déplacements. La nécessité de développer des modes de transports alternatifs à la voiture individuelle fait consensus parmi les participants. Plusieurs grands axes d'amélioration sont développés :

- les mobilités douces et durables ;
- les transports collectifs ;
- la limitation du besoin de déplacements, par l'adaptation du travail et de l'aménagement du territoire ;
- l'usage des outils numériques

Le besoin de réduire et d'améliorer l'usage de la voiture individuelle fait également l'objet de propositions spécifiques.

Généraliser les mobilités douces et durables

Reprises par plusieurs participants, les propositions visant à encourager les modalités durables (basse consommation d'énergie, multimodalité, usage du numérique) recueillent un net succès. Parmi elles, toutes les mesures visant à encourager les mobilités douces comptent parmi les plus soutenues de la plate-forme.

Ainsi, les villes devraient comporter un maillage dense de chemins piétonniers et cyclistes, une exigence qui selon certains devrait être imposée dans les projets immobiliers et d'urbanisme. Une habitante déplore ainsi les lotissements construits d'une manière qui décourage ces mobilités, si bien que l'usage de la voiture y est nécessaire même pour des distances minimales. D'autres détaillent les multiples facteurs qui font de Toulouse une ville actuellement peu attractive pour le vélo : zones 30 non respectées, pistes dangereuses, encombrées par du mobilier ou fréquentées par les piétons, etc. Pour une autre, tous les nouveaux collèges devraient être reliés au centre-ville et à la gare la plus proche par des pistes cyclables.

À noter qu'une association est intervenue fin juin pour présenter diverses propositions destinées à favoriser l'usage du vélo. Le Département pourrait ainsi appliquer la loi LAURE aux routes départementales, en s'engageant à ce que toute création ou rénovation de route s'accompagne à minima d'une bande cyclable. L'usage du vélo pourrait être favorisé par la création de parkings (y compris aux aires de covoiturage), la réalisation d'aménagement sécurisés (abords des collèges, traversées de grands axes routiers), ainsi que diverses actions pédagogiques (ateliers participatifs de maintenance, sensibilisation à la sécurité et au code de la route). Des itinéraires doux pourraient être créés entre communes voisines. Enfin, la limitation de vitesse à 80 km/h est présentée comme un facteur de sécurité pour les cyclistes ; un commentateur la rejette en raison de son coût pour la société.

À noter qu'un internaute réclame des mesures permettant selon lui de rendre les vélos moins dangereux pour les piétons : l'équipement d'un dispositif émettant un bruit proportionnel à la vitesse, ainsi que le port d'une plaque d'immatriculation afin de mieux identifier les infractions.

L'incitation à l'usage de vélos ou de trottinettes, électriques ou non, pourrait également résulter d'une mise à disposition gratuite ou au moins d'une location à prix très réduits. Une proposition soutient la mise en place de vélos en libre-service, dotés d'aires de stationnement appropriées.

Une autre proposition consiste à soutenir les associations de randonnée pédestre, eu égard aux bienfaits de cette pratique en termes de santé et de lien social.



« Il serait pertinent d'avoir des cheminements alternatifs permettant le déplacement des piétons/vélos d'une commune à une autre, en toute sécurité et au calme, ceci quelle que soit la luminosité et quelles que soient les conditions météorologiques. »

Par 2Pieds2Roues - Le 20/06/2020

Renforcer l'offre de transports en commun

Le renforcement de l'offre de transports en commun recueille lui aussi un large consensus. Plusieurs propositions mettent en avant le besoin de diversification des modes, en évoquant plusieurs fois les navettes fluviales notamment. La création de bus itinérants est également réclamée. Une participante évoque la nécessité de favoriser l'usage du téléphérique à Toulouse pour traverser la Garonne.

Plusieurs autres demandent que la couverture du territoire par les transports collectifs soit étendue, à la fois dans l'espace et dans la durée, regrettant entre autres l'horaire trop précoce des derniers TER. Une participante estime ainsi que seul le développement massif d'une offre de bus et trains bon marché et adaptée convaincra les habitants de ne plus utiliser leur voiture.

Les cartes de transports devraient également devenir multimodales. Un internaute réclame par ailleurs la gratuité des transports pour les habitants du département.

Deux propositions récentes portent sur le transport ferroviaire, dont une augmentation de la fréquence est réclamée. Un participant appelle à l'abandon des fermetures de petites lignes, voire à la réouverture de lignes fermées. Un RER toulousain est également réclamé.



« En ce beau début d'été 2020, à l'heure où les salles de cinéma et les bars de la ville rose rouvrent enfin, est-il possible d'y aller passer une soirée et de faire le retour en train jusqu'à la très lointaine ville de Muret ? Eh bien non, car le dernier TER part à 21h44 de Matabiau. un peu court pour la séance de ciné de 20h30, à moins d'opter pour un court métrage. »

Par Golivier - Le 21/06/2020

Limiter le besoin de transport en repensant le travail et l'aménagement

Plusieurs participant-es soulignent que plusieurs aspects de notre vie pourraient être repensés pour limiter le besoin en transports. Déjà évoquée dans les thèmes liés à l'alimentation et à l'environnement, la consommation

de produits locaux est rappelée comme un moyen de réduire les transports de marchandises. Les tournées de livraison des produits commandés en ligne pourraient également être rationalisées.

L'offre de services de proximité devrait aussi être renforcée dans les centres villes, afin de diminuer le recours aux transports interurbains. Une participante estime, dans cet esprit, que l'emploi devrait également se trouver dans les campagnes, plutôt que concentré dans de nouveaux quartiers inaccessibles en périphérie des villes. Un-e autre appelle à la fin des dérogations en matière de carte scolaire, faisant de la proximité domicile-école un critère strict.

En termes d'emploi, d'ailleurs, les navettes à destination des salariés devraient se généraliser, et le télétravail devrait être développé (l'épisode du confinement est plusieurs fois cité en exemple). Cette dernière proposition se voit complétée par des commentaires appelant d'une part à la création de lieux publics de proximité destinés au télétravail (bâtiments communaux et entreprises), d'autre part à une dématérialisation toujours plus importante des actes administratifs. Une participante suggère également que la proximité du domicile devienne un critère de recrutement.

Un participant livre ainsi une vision complète de son territoire, où le télétravail serait généralisé, y compris à l'aide de tiers-lieux comme évoqués ci-dessus. Pour les travailleurs devant se déplacer, un réseau dense basé d'une part sur le ferroviaire et d'autre part sur les mobilités douces répondrait aux besoins. Cet avis juge ainsi possible dans des coûts raisonnables d'étendre le cadencement et la fréquence des trains régionaux, tandis que les gares deviendraient de véritables pôles d'échanges multimodaux.

Plutôt soutenue, l'idée du télétravail recueille cependant quelques nuances : une participante rappelle l'importance de se réunir sur place (au moins les 2/5e du temps) pour maintenir une culture d'entreprise, et s'inquiète des risques d'un contrôle accru du salarié à distance.



« Les métropoles n'en peuvent plus de grossir, les territoires n'en peuvent plus de maigrir. L'épisode que nous venons de vivre l'a démontré : "Télétravailler est possible !" Il peut nous permettre à rééquilibrer les territoires, il peut nous permettre de revenir à une vie plus harmonieuse. »

Par Pbernard - Le 01/06/2020

Le numérique au service de la multimodalité

Plusieurs propositions, émanant notamment du dialogue citoyen, insistent sur l'intérêt des outils numériques en matière de déplacements. À l'image de ce qui existe pour les sites de transports publics, une application pourrait être créée, qui calculerait le meilleur déplacement multimodal pour l'utilisateur.

Un participant ajoute qu'une telle application pourrait également être utilisée pour du transport à la demande dans les zones peu denses. Une autre souhaite que l'utilisateur soit aussi informé des conséquences écologiques de son mode de transport.

Le soutien à cette technologie est unanime, un participant rappelant cependant l'importance du respect des données personnelles.

Moins de voitures, et des usages de l'automobile mieux maîtrisés

Les propositions évoquant la voiture individuelle militent toutes pour une réduction de son usage, avec plus ou moins d'hostilité exprimée envers ce mode de transport. Certain-es souhaitent ainsi des règles très contraignantes pour ces véhicules, allant jusqu'à des interdictions au-delà d'un certain seuil de consommation, d'émissions de CO₂ ou encore de rapport poids/places. La sobriété des voitures (consommation, aérodynamisme) doit être encouragée. Cela passe par une modification de l'imaginaire lié à la voiture particulière, par la publicité notamment.

Outre ces mesures restrictives, des propositions sont émises pour améliorer l'usage de la voiture, notamment dans le cadre de dialogues citoyens précédents. On voit ainsi apparaître la notion de « route durable » et la demande de création d'aires de covoiturage connectées. Un participant attire quant à lui l'attention du public et des décideurs sur le système d'injection d'eau sous pression dans les moteurs, qu'il souhaite voir généralisé.

Un message appelle néanmoins à la poursuite prioritaire d'un projet routier, en l'occurrence la jonction Saint-Béat-Fos-Espagne. Son auteur souligne que cette section n'a été que partiellement construite, ce qui représenterait un gaspillage d'argent public si elle restait en l'état.

Moto, transports longue distance : des propositions ponctuelles

Deux messages portent sur des thématiques isolées. L'un concerne l'usage de la moto, pensé comme alternative à la voiture et qui mériterait dès lors des couloirs et des parkings spécifiques (cette position est vivement contestée par un autre participant).

L'autre message porte sur les déplacements à longue distance, alors que l'ensemble des autres propositions se consacrent aux transports de proximité. Il fait référence au « Shift project » et dresse quelques pistes :

- réduction des kilomètres parcourus ;
- développement massif du train ;
- réduction de l'usage de la voiture et de l'avion ;
- efficacité énergétique des véhicules.

(NB : le « Shift project » a également fait l'objet d'un message consacré aux transports du quotidien, dont les diverses préconisations ont été intégrées aux paragraphes précédents)

Revitaliser notre territoire

Des propositions variées pour rendre le territoire plus équilibré et agréable à vivre

Les attentes exprimées autour du territoire sont particulièrement diverses. Il est néanmoins possible de dégager plusieurs tendances. La demande la plus partagée est le rééquilibrage d'un territoire perçu aujourd'hui comme trop concentré sur la métropole toulousaine. L'emploi et l'activité économique mériteraient ainsi d'être déconcentrés.

En corollaire, des propositions issues de dialogues citoyens passés visant à rendre les centres-bourgs plus attractifs sont fortement soutenues par les internautes : commerces de proximité, lieux de vie et de rencontre, incitations au télétravail, etc. À ce titre, certain-es déplorent que des territoires soient encore dépourvus de connexion correcte aux réseaux téléphoniques et numériques. Deux propositions concernent enfin plus spécifiquement le monde de l'entreprise.

Revitaliser les quartiers, villes et villages

Les propositions issues de dialogues citoyens ont toutes en commun de viser la revitalisation des centres. Il s'agit de les rendre attractifs, y compris pour travailler, et plus agréables à vivre. Leur rôle comme lieu de rencontre et de lien social est également souligné. Ces propositions ont récolté de nombreux soutiens sans susciter de discussions parmi les internautes (à l'exception des messages relatifs à la déconcentration des activités). Elles consistent à :

- favoriser le travail proche du domicile, un souhait fréquemment rencontré dans d'autres thèmes (lieux de télétravail, fin des zones d'activités en périphérie) ;
- rendre les centres-bourgs attractifs : densification, espaces verts, équipements publics, déplacements doux, pas de reprise des commerces par des promoteurs immobiliers ;
- transformer salles des fêtes en lieux hybrides (coworking, lieux de vie avec jardins...) ;
- déconcentrer les services, renforcer les commerces de proximité dans les centres villes ; utiliser des matériaux locaux ;
- développer des lieux de rencontre et de lien social, tels que les cafés associatifs ou communaux.

Amener l'emploi et l'activité au plus près de tous les territoires

Plusieurs participant-es déplorent la prépondérance de la métropole toulousaine, et appellent à un aménagement du territoire plus déconcentré. L'un propose la subvention des entreprises s'installant à plus de 70 km de Toulouse, et la création d'annexes des services publics dans les localités éloignées. Un autre constate que la crise économique née de l'épidémie a vu émerger des appels à la relocalisation des activités industrielles : la Haute-Garonne doit en tirer parti. Un autre encore propose la création d'un « Pôle Emploi des 4 saisons » dédié aux travailleurs saisonniers

Un participant appuie quant à lui toutes les initiatives permettant de « *sortir du monopole de la grande métropole* » en permettant de vivre et travailler en milieu rural (attractivité des villages, création de tiers-lieux, télétravail, commerces et services de proximité, etc.). Concernant les espaces de co-working ouverts au

télétravail dans les communes périphériques, une participante soutient ce dispositif mais signale que des entreprises pourraient s'inquiéter du manque de confidentialité.

La connexion à la fibre est un enjeu essentiel pour plusieurs internautes, qui s'agacent de l'inégalité d'accès des territoires aux réseaux numériques, ou encore de la lenteur de leur déploiement : or, sans connexion performante à la fibre, comment télétravailler ?

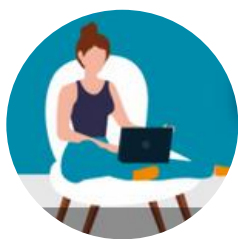
Dans ce contexte, une participante alerte cependant sur les risques de voir apparaître des projets démesurés au nom de la relance économique, citant des exemples très contestés tels que l'extension du port de Port-la-Nouvelle, le barrage de Sivens ou Notre-Dame-des-Landes. Elle demande que leur impact sur l'environnement soit soigneusement étudié, et soit un critère de choix surpassant le critère économique.

Certaines propositions, enfin, portent sur le thème de l'entreprise. Un participant propose ainsi que les chômeurs de différents métiers soient mis en relation, afin de créer des unités d'entreprises, accompagnées et soutenues par des professionnels, qui leur permettraient de se regrouper pour démarrer une activité. Un autre propose que le Département crée une « boîte à outils » à destination des TPE et artisans, afin de les accompagner dans certains domaines où ils peuvent se trouver démunis (marketing, RH, juridique, gestion, etc.)

Des propositions diverses pour mieux vivre sur le territoire

Aux côtés de ces tendances s'expriment des propositions spécifiques, faisant de ce thème le recueil de doléances diverses. On y trouve ainsi :

- le refus de la 5G (approuvé dans un commentaire, jugeant plus urgent d'équiper les zones blanches avec les technologies existantes) ;
- la réduction des nuisances sonores (avions, machines...), le confinement ayant de ce point de vue représenté une heureuse parenthèse ;
- la réduction de la dépendance aux ressources importées (circuits courts, protection des secteurs vitaux) ;
- la promotion du sport comme facteur de santé et de vivre-ensemble ;
- l'interdiction de la vénerie.



« Le déploiement de la Fibre Optique est trop lent, trop de territoires sont aujourd'hui dépourvus de cette connexion et en conséquence déclassés. La grande majorité du département sera connectée que dans deux ou trois ans, voire au rythme actuel pour la totalité de la Haute Garonne dans 5 ans. Le confinement du Covid.19 n'a fait que souligner notre dépendance à cette technologie aujourd'hui indispensable. »

Par Cer31 - Le 18/06/2020

Renforcer nos solidarités

Un large soutien à l'expérimentation du revenu de base, entre autres propositions

Parmi les diverses attentes des Haut-Garonnais exprimées en 2019 en matière de solidarité, l'expérimentation du revenu de base pour lutter contre la précarité a recueilli 239 soutiens et 10 commentaires⁴.

Par ailleurs, des internautes émettent des propositions diverses en matière de rencontres interculturelles ou intergénérationnelles, ainsi que sur certains sujets spécifiques.

Déjà exprimée dans d'autres thèmes, la proposition d'un revenu de base recueille un large soutien. Les discussions suscitées par cette proposition tournent autour des choix de mise en œuvre d'un tel dispositif : sous forme d'expérimentation ? Pour tous dès 18 ans ou pour certains publics cibles (les seniors, les étudiants etc.) ?

La capacité du numérique à maintenir un lien social est soutenu, même si un commentaire rappelle qu'il ne doit pas remplacer les rapports humains concrets.

Une participante émet deux autres propositions :

- créer des jardins collectifs dans toutes les villes (ainsi que des poulaillers, renchérit un message) ;
- mettre en place un site ou un cahier permettant de mettre en rapport les besoins et les offres de services bénévoles.

Un autre encourage les moments de rencontres interculturelles, tandis que l'outil « Fresque du climat » est rappelé par ses promoteurs.

Enfin, sur une compétence spécifique du Département, une participante demande que chaque enfant bénéficie d'un bilan de santé et psychologique.



« À quand un revenu de base pour les seniors privés d'emploi et en fin de droits, qui avaient bien du mal à trouver du travail avant le Covid, et qui risquent d'avoir encore plus de mal maintenant. »

Par Ncarole - Le 15/06/2020

⁴ répartis sur 4 propositions évoquant chacune cette mesure.

Renforcer nos services publics

Des inquiétudes et des attentes à l'égard du système de santé

Les participants expriment le besoin d'avoir accès à des services publics de proximité dans la « société d'après ». C'est notamment en matière de santé que ce besoin est particulièrement exprimé. Un maillage fin du territoire est attendu, au risque de pénaliser les communes rurales ou périphériques. Le recours accru au numérique est discuté.

Pour un maillage du territoire par des professionnels de santé

Si ce thème a suscité relativement peu de réactions, il révèle cependant une certaine préoccupation en matière d'accès à la santé. Plusieurs propositions sont publiées sur ce sujet au nom de dialogues citoyens, et il se trouve qu'il s'agit des plus commentées.

La proposition de créer un service de santé public, avec des professionnels sous contrat public chargés de faire la tournée des communes rurales, appelle ainsi plusieurs réactions. La proposition en elle-même n'est pas contestée, mais elle révèle des inquiétudes sur la couverture des communes rurales ou périphériques. Le maillage fin du territoire, défini sur la base des besoins exprimés par le terrain, est présenté comme une urgence. Un internaute souhaite que les médecins libéraux soient incités, mais non contraints, à s'installer dans les zones en tension. Pour un participant, chaque intercommunalité pourrait créer une maison de santé dotée d'horaires élargis, avec le soutien financier du Département.

Dans la continuité de ces échanges, le développement de la médecine à distance représente l'une des rares propositions du dialogue citoyen à se trouver contestée. Il peut s'agir au mieux d'un palliatif pour les zones très isolées, mais elle ne doit en aucun cas remplacer la présence concrète de professionnels de santé.

Enfin un participant publie un message rappelant l'importance d'inclure la médecine de prévention à ces réflexions.

D'autres propositions en matière de services publics

Deux participant-es publient des messages sur des points particuliers. Le premier, rédigé pendant le confinement porte sur l'instauration d'un service minimum de garde d'enfants dans les communes, eu égard à la difficulté des parents de concilier travail et garde d'enfants. Des internautes signalent en commentaire la difficulté pour les communes seules d'assurer un tel service : les solutions résident davantage au niveau de l'intercommunalité, ou de l'entraide des habitant-es.

Un autre message appelle à une meilleure transparence des décisions de l'État ayant des impacts sur le département, faisant référence à l'implantation d'usines Seveso au nord de Muret. Cet habitant propose que la décision définitive revienne au président du département concerné, ce que réfute un participant en commentaire (il deviendrait selon lui impossible de construire n'importe quel équipement nécessaire mais impopulaire).



« Dans ma petite commune proche de Toulouse, nous avons la chance d'avoir un médecin généraliste, des kinés, une orthophoniste, une pharmacie.... C'est dû en grande partie à une politique volontariste des équipes municipales depuis plusieurs dizaine d'années. Notre médecin va partir à la retraite dans 5 ans. Sera-t-il remplacé ? Serons-nous obligés d'aller dans la ville d'à côté où il faut prendre RV dans les cabinets médicaux ? Il est urgent que les pouvoirs publics (ici territoriaux) aident à une couverture médicale suffisante. »

Par quatorze - Le 30/05/2020